

16.10.2007 - 11:00 Uhr

## Etude PwC "Economic Crime Survey 2007" - Délits économiques révélés grâce à des informateurs

Zurich (ots) -

Trente-sept pour cent des entreprises suisses interrogées sont victimes de délits économiques. Dans 60 pour cent des cas, ces délits ont été mis au jour grâce à des informateurs internes ou externes. Les détournements de fonds et les contrefaçons arrivent en tête de liste des délits économiques en Suisse. Dans le monde comme en Suisse, la moitié des auteurs de délits appartient au management des entreprises concernées. En Suisse, 27 pour cent d'entre eux sont des collaborateurs temporaires. L'appât du gain et le désir de mener grand train sont les principales explications du passage à l'acte. Le coût moyen estimé par entreprise s'élève en Europe de l'Ouest à CHF 2,68 millions (contre CHF 2,88 millions dans le monde). Les mécanismes de contrôle et de sanction sont renforcés pour lutter contre la criminalité économique. La culture d'entreprise est toutefois le moyen le plus efficace pour prévenir les délits économiques. Comme le montre l'étude "Economic Crime Survey 2007" réalisée par PricewaterhouseCoopers, les entreprises doivent mettre l'accent sur la communication, la loyauté et la considération des collaborateurs.

L'étude intitulée "Economic Crime Survey 2005" a montré que 37 pour cent des entreprises suisses interrogées ont été victimes de délits économiques. "Depuis la dernière enquête, le nombre de délits n'a malheureusement pas diminué, et ce malgré l'amélioration des instruments de contrôle et des procédures de surveillance" confirme John Wilkinson, associé et responsable de Forensic Services Eurofirms chez PricewaterhouseCoopers Suisse. "Il faut toutefois souligner un point positif: les entreprises et organisations suisses gèrent aujourd'hui ces délits beaucoup plus ouvertement qu'avant", ajoute J. Wilkinson. Il est fréquent que ces délits, outre leurs conséquences financières, portent durablement atteinte à la réputation, à la crédibilité et à la confiance accordée aux entreprises. Pour plus de la moitié des entreprises suisses, la perte en termes d'image est supérieure à la perte financière directement mesurable.

Tableau 1: Types de délits en pourcentage des entreprises concernées

	Suisse	Dans le monde
Détournement de fonds	22	30
Falsification de bilan	4	12
Corruption et trafic d'influence	5	13
Blanchiment d'argent	8	4
Contrefaçons	15	15

Faire confiance, c'est bien, contrôler, c'est mieux En Suisse, dans 56 pour cent des entreprises interrogées, les fraudes et délits économiques ont été révélés par des informateurs ("whistleblowers"): des indicateurs externes (30 pour cent) ou internes (26 pour cent). Dans la moitié des cas, les auteurs des délits appartenaient au management. A ce sujet, Rolf Schatzmann, associé et membre de Forensic Services de PricewaterhouseCoopers Suisse, a déclaré: "Il est surprenant de constater que les aides et employés intérimaires commettent de plus en plus de délits: ils représentent 27 pour cent des auteurs. Ce groupe à risques passe souvent inaperçu car il est rare que les employés intérimaires soient directement intégrés dans les affaires quotidiennes. De plus, ils ont souvent quitté

l'entreprise depuis longtemps lorsque le délit est découvert. Dans ce domaine aussi, faire confiance, c'est bien, mais contrôler, c'est mieux."

## Tableau 2: Profil des auteurs de délits en Suisse

### Suisse

Propriétaire, CEO, directeurs	14
Direction étendue	36
Autres collaborateurs	23
Aides et employés intérimaires	27

L'atteinte à l'image est le plus grand risque

Trois conditions sont susceptibles de conduire à un délit:

1. Le délinquant potentiel doit avoir un mobile concret;
2. Il doit avoir l'opportunité d'agir;
3. Il doit être capable de se justifier le délit à lui-même.

Au nombre des mobiles figurent la cupidité, les motivations financières, le désir de mener grand train, un seuil de résistance à la tentation bas, la frustration et la déception au travail. Selon l'étude, une grande partie des délinquants n'a pas conscience d'avoir commis un délit. C'est pour cette raison que la culture d'entreprise, les directives éthiques et un code de comportement strict ont un rôle important à jouer dans la prévention des délits. L'étude a en effet révélé que le moyen le plus efficace pour lutter contre les délits économiques était l'existence d'une culture d'entreprise pleinement vécue par le management.

### Sécurité illusoire

Alors que le nombre de délits mis au jour en Suisse est resté stable malgré le renforcement des contrôles, les entreprises interrogées semblent convaincues qu'elles ne seront pas ou plus touchées par les délits économiques. Seuls huit pour cent de ces entreprises pensent qu'il est vraisemblable qu'elles seront victimes d'un délit dans les cinq années à venir. Quelque 30 pour cent considèrent que cette éventualité est peu probable, tandis que 48 pour cent la jugent très improbable.

L'étude PwC "Global Economic Crime Survey 2007" est disponible au format PDF auprès de Claudia Sauter.

Dans le cadre de l'actuelle étude "Economic Crime Survey 2007" de PwC sur l'évolution de la criminalité économique, les CEO, CFO et dirigeants de 5400 entreprises dans 40 pays ont été interrogés. Les résultats suisses s'appuient sur les réponses de cadres et de dirigeants de 84 entreprises sélectionnées au hasard parmi les 600 plus grandes entreprises suisses.

Contact:

John Wilkinson  
PricewaterhouseCoopers  
Associé Forensic Services  
Tél.: +41/58/792'17'50  
E-Mail: john.d.wilkinson@ch.pwc.com

Rolf P. Schatzmann  
PricewaterhouseCoopers  
Associé Forensic Services  
Téléphone: +41/58/792'17'70  
E-Mail: rolf.p.schatzmann@ch.pwc.com

Claudia Sauter  
PricewaterhouseCoopers  
Responsable Public Relations  
Téléphone: +41/58/792'18'72  
E-Mail: claudia.steiger@ch.pwc.com

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008191/100547075> abgerufen werden.